



BNP PARIBAS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

12 mai 2026

QUESTIONS ÉCRITES POSÉES PAR L'ASSOCIATION IPAC (INITIATIVE POUR UN ACTIONNARIAT CITOYEN)

1^{ère} question :

Suite à une modification de la législation fiscale du Mato Grosso (Brésil), plusieurs grands négociants de soja ou producteurs d'aliments pour bétail ont pris la décision de se retirer du Moratoire sur le soja en Amazonie. Ces décisions exposent les terres à un risque de déforestation.

Cela a-t-il eu une influence sur le processus de suivi de la politique de lutte contre la déforestation de notre groupe ? Si oui laquelle ? Si non pourquoi ?

Cela est-il susceptible de contrarier l'ambition de BNP Paribas d'inciter ses clients à devenir "zéro déforestation" ?

Réponse du Conseil d'administration

Le Groupe BNP Paribas est engagé de longue date dans la lutte contre la déforestation et ce, depuis l'adoption de nos premières politiques sectorielles en 2010 sur les secteurs à risque pour les forêts (huile de palme, pâte à papier, mines, pétrole et gaz) et la publication de notre [position biodiversité](#) en 2021¹.

Au travers de nos engagements, nous cherchons à plus particulièrement concentrer nos efforts sur des secteurs et des zones particulièrement à risque. C'est pourquoi, en 2021, nous avons décidé d'encourager les progrès des secteurs du bœuf et soja en matière de lutte contre la déforestation en renforçant pour eux nos critères de financement et d'investissement dans les régions particulièrement vulnérables de l'Amazonie et du Cerrado brésiliens, au travers les critères de notre [politique sectorielle « Agriculture »](#)².

Pionniers dans l'adoption de critères stricts et d'un calendrier précis sur la traçabilité des chaînes d'approvisionnement dans ces zones sensibles, nous avons demandé à nos clients d'avoir mis en œuvre une stratégie zéro-déforestation légale et illégale d'ici fin 2025 et d'avoir à cette date une traçabilité complète de l'ensemble de leurs chaînes de valeur, directe et indirecte.,

Ainsi, depuis 2021, nos clients sont soumis à un processus de diligence renforcée, incluant un dialogue régulier et une évaluation approfondie de leur performance au regard des critères de notre politique Agriculture.

Tous nos clients ont amélioré le niveau et la précision de leur traçabilité et de leur reporting, qui intègre désormais le détail de leur approche par risque, le descriptif de leurs méthodologies et des technologies utilisées pour cartographier et tracer leurs chaînes d'approvisionnement directes et indirectes, le tout vérifié et audité par des tiers indépendants.

¹ [position biodiversite 2021.pdf](#)

² cdn-group.bnpparibas.com/uploads/file/bnpparibas_rse_politique_sectorielle_agriculture.pdf

Nous avons également constaté un effet d'accélération de la transition à l'échelle du secteur puisque plusieurs acteurs de premier plan ont avancé la date de leur objectif zéro déforestation de 2030 à 2025. Ainsi, à la fin de l'année dernière, tous nos clients avaient fixé pour fin 2025 un objectif zéro déforestation, et la plupart un objectif zéro conversion.

Nous aurons une vue complète de la performance 2025 de nos clients - et donc de leur conformité aux objectifs fixés dans notre politique - à la fin du troisième trimestre 2026, lorsque tous les rapports annuels et audits indépendants auront été publiés.

En tout état de cause, les efforts fournis et les résultats déjà atteints par nos clients sont d'autant plus remarquables qu'ils évoluent au Brésil dans un contexte particulier : la déforestation « légale » y est autorisée, le code forestier est difficile à faire appliquer uniformément, il n'y a pas d'attentes particulières du marché domestique ni du principal marché d'exportation du Brésil qu'est la Chine pour des produits DCF³.

Les attaques dont font l'objet le Soy Moratorium sont emblématiques de ces difficultés. Et elles sont d'autant plus regrettables qu'entre 2008 et 2025, il a contribué de manière significative à ralentir le rythme de la déforestation en Amazonie.

Il semble que l'association brésilienne des grands négociants de soja (ABIOVE) n'a eu d'autre choix que de se retirer de l'accord compte tenu du contexte politique au niveau étatique et fédéral et de la multiplication des menaces administratives, juridiques et économiques contre ses membres, en particulier par l'autorité de la concurrence brésilienne et par l'association des producteurs de soja et de canne à sucre de la région de Mato Grosso.

L'ABIOVE a déposé un recours fin 2025 devant la Cour suprême fédérale, qui a ordonné la suspension à l'échelle nationale de toutes les procédures judiciaires portant sur la légalité ou la constitutionnalité du moratoire. L'industrie est donc en attente de son jugement final, et de fortes incertitudes pèsent sur les décisions que doivent rendre les gouvernements des États concernés.

Dans ce contexte, il n'est pas possible pour le moment d'anticiper la position que nos clients adopteront dans les mois à venir même si plusieurs d'entre eux maintiennent pour l'instant la cut-off date de 2008 en dépit de la situation. Nous continuons de suivre la situation de près et maintenons un dialogue étroit avec nos clients pour les aider et les encourager à s'adapter à ces évolutions politiques et réglementaires tout en maintenant leur performance zéro-déforestation et conversion.

³ DCF - Deforestation and Conversion Free